Le « peuple » : discours républicains de l'entre-deux-guerres et vécu ouvrier de la conflictualité de classe en 1936

The "People": Republican Discourse in the Interwar Period and Workers' Experiences of Class Conflict in 1936

Théo Bernard
IDHES Évry

L'exaltation du peuple dans les cultures socialistes et républicaines mène à de multiples appréhensions du terme parmi les militants communistes de l'entre-deux-guerres. S'il est attaché au registre des droits et des élections, il désigne aussi solennellement une souveraineté obtenue dans les révolutions républicaines avant de devenir le mot-clé du Rassemblement populaire associant radicaux, socialistes et communistes au nom de l'unité de la nation française en 1935. Que faire de cette rhétorique et de la notion de *peuple* lorsqu'en 1936 la généralisation des pratiques de lutte (grève, occupation, adhésion syndicale) redéfinit les périmètres des mondes ouvriers ?

Mots-clés : peuple, populaire, ouvrier, 1936, syndicat, révolution, nationalisme, communisme

The glorification of the *people* in socialist and republican cultures has led to a wide range of interpretations of the term amongst communist activists in the interwar period. While it is associated with the sphere of rights and elections, it also solemnly refers to the sovereignty achieved in republican revolutions, before becoming the key term of the Popular Front, uniting radicals, socialists, and communists in the name of the unity of the French nation in 1935. What to make of this rhetoric and notion of the *people* when, in 1936, widespread participation in struggle (through strikes, occupations, trade unionism) redefined the boundaries of the working class' world?

Keywords: people, popular, worker, 1936, union, revolution, nationalism, communism

DOI / URL https://www.ouvroir.fr/rhs/index.php?id=237
Licence https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

> *Peuple* se prête en fait à deux rôles antagonistes. Pour Lamartine il sert à universaliser l'entité nationale et dédouane la bourgeoisie au pouvoir en la mêlant à la masse ouvrière ; pour Blanqui, Barbès et les « rouges », il sert à universaliser la classe ouvrière, tout en la séparant radicalement de la bourgeoisie[1].

Dans sa thèse de lexicométrie relative au vocabulaire ouvrier de 1848, Maurice Tournier montrait que l'usage du mot *peuple*, qu'il désignait comme le fleuron du vocabulaire politique d'origine républicaine, recouvrait des appréhensions opposées des luttes de classes. Chez Lamartine comme chez Robespierre, il commute avec nation et sert à nier la division sociale. Chez les « rouges », il est souvent un substitut de travailleurs ou d'ouvriers prétendant à diriger la république… Maurice Tournier ajoute : « Peuple et *ouvriers* ne sont pourtant pas interchangeables. Lorsqu'il est question de salaire ou de travail, c'est *ouvriers* qui arrive ; lorsqu'il est question de droits ou d'élections, ça peut être *peuple*[2] ». Fondamentale pour l'analyse des discours républicains, cette notion permet-elle l'étude des mondes ouvriers ?

En 1848, la classe ouvrière parisienne ne s'est pas formée autour du terme *peuple*. Selon Maurice Tournier, ce peuple ne constitue que très modestement une autodésignation, notamment dans les pétitions ouvrières dont il « gênerait plutôt [le] discours revendicatif[3] ». Si les termes *peuple* et *travailleurs*, restent pour partie commutables dans les discours de grève du second 19e siècle cités par Michelle Perrot, l'historienne maintient dans son analyse cette distinction – entre registre du travail et prétention civique – liée à des subjectivations et des registres d'action collective alternatifs. Lorsqu'une grève n'est pas corrélée à une perception ouvrière de la conjoncture pour être liée à « tout un ensemble de représentations collectives », elle « dépasse le jeu économique […] [et] cesse d'être une démarche raisonnée de producteurs pour se muer en geste populaire[4] ». Sociologiquement l'acteur ouvrier demeure, subjectivement son protagonisme dépasse le cadre du travail. Ce cadre analytique est-il valable pour les années 1930, durant lesquelles les grèves en masse ne sont – comme bien souvent – pas prioritairement corrélées aux perceptions de la conjoncture ?

---

1. Maurice Tournier, « Le peuple quarante-huitard : un outil de classe », *Des mots sur la grève. Propos d'étymologie sociale*, tome 1, Lyon, ENS Éditions, 2002, p. 83-125.
2. *Ibid.*
3. Maurice Tournier, *op. cit.*, p. 83-125.
4. Michelle Perrot, *Les Ouvriers en grève : France, 1871-1890*, Paris, Éditions de l'EHESS, [1974] 2001, p. 199.

Partisans de la caractérisation des grèves ouvrières comme moyen d'expression politique plus que comme méthode de lutte économique, Edward Shorter et Charles Tilly affirmaient sans difficulté : « Les ouvriers américains ont pris l'habitude d'exprimer leurs opinions politiques en votant pour les Démocrates, les ouvriers français en participant à des mouvements de grève[5] ». Deux modèles soutiennent leur analyse : 1936 et 1968. Évoquant les grèves du moment Front populaire dans la conclusion de leur célèbre ouvrage sur les grèves en France, les auteurs évoquent une arrivée au pouvoir du Front populaire en mai 1936 : cette imprécision mène à une démonstration faisant faussement coïncider l'irruption des occupations d'usine et la configuration gouvernementale[6]. Plus précis, Antoine Prost ne fait pas ce type d'approximations mais partage la même analyse : « On sait que l'avènement du Front populaire a été salué par une grande vague de grèves[7] ». L'historien reprend pour partie les analyses et sources de Michel Collinet, qui insistent sur la caractérisation des grèves comme fête populaire[8]. Patrick Fridenson note une particularité de ces discours du peuple en fête : « En fait, le climat de kermesse populaire, voire de carnaval ou de charivari, a été en permanence entretenu par les organisations syndicales et politiques[9] ». En cela, les descriptions de Michel Collinet suivent les discours des organisations de gauche au sein desquels le mot *peuple* est, en 1936, un mot-clé.

Ce primat du vote, de la fête, de la citoyenneté ou du populaire sur la condition de salarié et le travail dans les discours de gauche, recouvre des enjeux majeurs : quid de l'autonomie des mondes ouvriers, voire des questions de classe ? Que faire de cette rhétorique et notion de *peuple* lorsqu'en 1936 la généralisation des pratiques de lutte (grève, occupation, adhésion syndicale) redéfinit les périmètres des mondes ouvriers ?

Caractériser le peuple des années 1930 nécessite de commencer par l'étude des forces politiques qui promeuvent ce populaire – compris au sens de discours – et en premier

5. Edward Shorter et Charles Tilly, « Les vagues de grèves en France, 1890-1968 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 28, 4, 1973, p. 857-887, p. 857.
6. Edward Shorter et Charles Tilly, *Strikes in France 1830-1968*, Londres, CUP, 1974, p. 346. Les auteurs ne font pas la même confusion dans leur développement.
7. Antoine Prost, « Argumentation historique et argumentation judiciaire », dans Michel De Fornel et Jean-Claude Passeron (dir.), *L'Argumentation. Preuve et persuasion*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002, p. 29-47.
8. Michel Collinet, *L'Ouvrier français : essai sur la condition ouvrière (1900-1950)*, Paris, Éditions ouvrières, 1951 et *Id.*, *Esprit du syndicalisme : l'ouvrier français*, Paris, Éditions ouvrières, 1952.
9. Patrick Fridenson, « Le conflit social », dans André Burguière et Jacques Revel (dir.), *Histoire de France : les conflits*, Paris, Seuil, 1990, p. 353-451, p. 393.

lieu le monde communiste hexagonal dont les réseaux sont les plus influents dans les grèves de 1936 : ce sera l'objet de notre première partie. Dans une seconde partie, nous tenterons d'appréhender la pertinence de cette notion de *populaire* – comprise dans un sens plus descriptif – en étudiant des luttes de mondes du travail aux marges de la classe ouvrière de 1936.

Ce projet exige de confronter des sources et corpus de divers ordres. Appréhender la construction d'une rhétorique politique sur un temps moyen nécessite d'analyser des sources écrites stabilisées – essentiellement réduites ici à des journaux ou brochures – dans lesquelles un mot ne s'emploie pas à la place d'un autre. Comprendre l'ampleur des circulations discursives dans les mondes ouvriers exige, en revanche, d'étudier des propos de grève, déclarations de comités de lutte ou affiches syndicales locales, dont les désignations incertaines et imagées dépendent du public auquel ces rhétoriques s'adressent. Aussi distincts qu'ils le soient, ces deux corpus restent cependant saturés d'orientations, voire de volontarismes politiques codant les usages d'une langue militante qui désigne souvent plus qu'elle ne représente. Décrire les conflictualités de 1936 en s'extrayant du verbe du Front populaire pour analyser les subjectivités d'un monde du travail qui n'est pas pleinement ouvrier nécessite donc d'explorer des propos privés ou semi-publics – incarnés ici par des correspondances syndicales – et leur intégration dans des configurations de classe alors redéfinies.

Le peuple comme programme ?

Dans une polémique restée célèbre à l'hippodrome de Lille en 1900, l'intellectuel socialiste et républicain Jean Jaurès en appelle cinq fois au peuple en évoquant son « bon sens révolutionnaire », sa force et plus généralement son discernement, face à Jules Guesde mobilisant la formule « classe contre classe » et n'utilisant pas ce terme de *peuple*[10]. Promoteurs de terminologies marxistes, les guesdistes rejettent même significativement le mot « travailleur », jugé trop flou[11]. Le choix des mots semble significatif d'orientations politiques distinctes. Dans les détails des usages quotidiens et propagandistes, ce type de constat est pourtant contestable : cultures républicaines et référentiels des lexiques

10. *Les Deux Méthodes. Conférence par Jean Jaurès et Jules Guesde à l'hippodrome lillois*, Lille, Imprimerie Ouvrière P. Lagrange, 1900.
11. Denis Peschanski, *Et pourtant ils tournent. Vocabulaire et stratégie du PCF (1934-1936)*, Paris, Klincksieck, 1988, p. 133.

ouvriers ou révolutionnaires se chevauchent abondamment.

Dans l'entre-deux-guerres, la connotation et la dénotation des mots s'affirment et s'affinent à mesure que l'emploi des termes devient directement significatif des lignes politiques d'organisations de gauche en concurrence. Si les responsables communistes rejettent pour partie le mot *peuple*, laissé aux militants socialistes après la scission de 1920 et plusieurs années de reprises en main par l'IC, ce *peuple* devient l'emblème des alliances antifascistes proclamées populaires en 1934, avant de prendre une connotation xénophobe et outrancièrement nationaliste à la fin des années 1930. Dans ce cadre, en quoi les ouvriers se distinguent-ils du *peuple* ? Pourquoi cette dernière catégorie est-elle relativement délaissée par rapport à celle d'« ouvrier » ? Comment fait-elle son retour dans les discours communistes ? Nous revenons dans un premier temps sur les usages du mot *peuple* antérieurs à 1934, avant de revenir ensuite sur les inflexions du moment Front populaire.

Ouvriers, peuple et révolution

Dans la première moitié des années 1920, la fondation du communisme en France est associée à des tentatives d'émancipation du mouvement révolutionnaire vis-à-vis du monde et du vocabulaire républicains. Le 1er mai 1916, des socialistes minoritaires de la SFIO rassemblés autour de Jean Longuet (re)prennent pour titre de leur revue *Le Populaire*. Également oppositionnel, Henri Fabre fonde la même année le *Journal du peuple*. Essayant de se distinguer de ces lignes politiques, Renaud Jean – principal propagandiste paysan de la SFIC, menant alors une polémique avec les dirigeants de l'IC – affirme en avril 1922 en première page de *L'Humanité* :

> Notre pays est gangrené par trois quarts de siècle de suffrage universel. La division en classes n'y ait [*sic*] perçue dans toute sa netteté que par une minorité infime. Les anciens vocables politiques républicain ou réactionnaire, rouge ou blanc, y conservent une influence que ne peuvent soupçonner les camarades [les révolutionnaires de l'ancien empire des tsars] qui, jusqu'à la guerre, vécurent sous un régime monarchique. La France républicaine et bourgeoise est la terre bénie de la confusion[12].

Allant plus loin que Renaud Jean, Léon Trotsky donne un contenu de classe à cette rupture et affirme qu'il « serait au plus haut degré dangereux et simplement mortel de

12. *L'Humanité*, 6 avril 1922. L'orthographe originale a été conservée.

dissoudre tout bonnement le prolétariat français dans la notion des "travailleurs" ou des "ouvriers", comme une moitié dans le tout », incluant également les paysans dans la classe ouvrière[13]. Léon Trotsky moque les républicaines paroles de « L'Internationale » : « en traitant le prolétariat simplement comme "moitié" des travailleurs, cela déterminerait des conséquences vraiment fatales, le caractère révolutionnaire et de classe du Parti se dissoudrait dans un amorphe Parti des travailleurs[14] ». Quelques semaines plus tard, il définit l'intégration de la paysannerie dans le prolétariat comme une caractéristique des socialistes révolutionnaire russes, plus connus sous la désignation de populistes[15]. Simultanément refondée autour d'une perspective hostile à la révolution russe, la CGT choisit alors pour titre de ses publications : *Le Peuple* et *La Voix du peuple*. Les éléments de langage restent toutefois sujets à bien des équivoques. La SFIO affiche une mention ouvrière qui disparaît de l'acronyme SFIC, tandis qu'un radical comme Aimé Berthod – ancien sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil – revendique au milieu des années 1920 un radicalisme soucieux de « la protection des travailleurs » et de liens forts avec la CGT afin de rester fidèle à ses origines de « parti populaire »[16].

La dureté du débat au sein du Komintern montre le poids et la permanence des mots et cultures socialistes du 19e siècle en France, où le peuple est l'acteur révolutionnaire pris à témoin. À l'été 1922, *L'Humanité* vilipende une « République aux ordres du Roy », tandis que le comité directeur du PC s'adresse au « peuple de France » pour faire libérer André Marty[17]. Lorsqu'il s'agit de manifester face à l'Action française, *L'Humanité* décrit un an plus tard en première page : « le peuple maître de la rue[18] ». Mettant en récit les grèves de Douarnenez de novembre 1924-janvier 1925, Daniel Renoult et Maurice Simonin – respectivement fondateur de la SFIC et dirigeant de la Fédération unitaire de l'alimentation, futur membre du comité central du PCF – mobilisent essentiellement les termes de travailleurs, prolétariat ou ouvrières, mais décrivent les célébrations de la victoire gréviste dans un registre loin d'être anodin : « Ce fut une tempête, un tonner de bravos ; on eût dit une de ces vieilles scènes de l'histoire où, sous le porche des maisons communes, tandis qu'on sonnait les cloches

13. *L'Humanité*, 22 mai 1922.
14. *Ibid.* Les paroles moquées sont « Ouvriers, paysans, nous sommes/ Le grand parti des travailleurs ».
15. *Bulletin communiste*, 6 juillet 1922.
16. Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical. Deuxième volume : Crise du radicalisme, 1926-1939*, Paris, Presses de la FNSP, 1982, p. 32.
17. *L'Humanité*, 28 juillet 1922.
18. *L'Humanité*, 24 juin 1923.

du beffroi, on tendait à la foule la charte arrachée au seigneur par la révolte populaire[19] ». Cette foule a aussi ses propres pratiques. Dans le cadre d'un conflit où les responsables communistes limitent les violences de rue durant plusieurs semaines, Marcel Faure-Brac – permanent du PCF en charge de l'organisation des cellules d'usine – affirme dans une déposition à la gendarmerie avoir assuré la protection des biens d'un café « contre la fureur populaire » lors d'une émeute à Douarnenez[20]. La foule, ou la révolte populaire, indique un registre du peuple associé à l'arriération et à la violence, mais aussi celui de la fête, de la victoire et de la révolution.

Le poids des syndicats révolutionnaires de la CGTU dans le monde communiste, tout comme les choix de la période dite « classe contre classe », confirment le recentrement des stratégies révolutionnaires et discours quotidiens autour du salariat au tournant des années 1930. L'idée et le mot *peuple* sont alors le plus souvent associés aux notions combattues de nation et d'intérêts nationaux. Localement, le mot *peuple* – associé au cri ou à la prise de parole – reste cependant présent. À Lyon, Waldeck Rochet interrompt à l'été 1932 la publication du journal local *Le Travail* pour le fusionner avec *Le Cri du peuple* et donner naissance à une nouvelle publication communiste lyonnaise : *La Voix du peuple*[21]. *La Voix du peuple de Paris* est le nom du bulletin officiel de l'Union des syndicats CGTU de la région parisienne. Ce mot *peuple* incarne toujours, pour partie, 1848 ou 1871. Les exemples pourraient être multipliés, notamment dans le Nord. Surtout, l'idée de *peuple* se rattache dans la rhétorique communiste au registre des milices, de l'insurrection, de la guerre civile et de la révolution[22]. Les écrits bolcheviques sélectionnés par le Komintern réadaptent eux-mêmes ce mot de *peuple* issu de la Révolution française[23]. La classe ouvrière devient le peuple lorsqu'elle dispute violemment le pouvoir à la bourgeoisie.

---

19. Daniel Renoult et Maurice Simonin, « La grève de Douarnenez, ses enseignements, son histoire », dans Institut CGT d'histoire sociale de Bretagne, *80e anniversaire de la grève des sardinières de Douarnenez*, 2004, p. 57. Pour une appréhension détaillée du territoire et des populations concernés, Fanny Bugnon, *L'Élection interdite. Itinéraire de Joséphine Pencalet, ouvrière bretonne, 1886-1972*, Paris, Seuil, 2024.
20. Déposition de Marcel Faure-Brac, 3 janvier 1925, archives départementales du Finistère, 10M52.
21. Jean Vigreux, *Waldeck Rochet : une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000, p. 45-46.
22. Voir notamment David François, « La violence dans le discours et les pratiques du PCF, de 1920 à la Seconde Guerre mondiale », thèse de doctorat sous la direction de Serge Wolikow, université de Bourgogne, 2012.
23. Un bon exemple est : André Neuberg, *L'Insurrection armée*, Bureau d'éditions, Paris, 1931.

Lors des émeutes de Roubaix de juin 1931, le PC met en avant une formule mobilisée par les ouvriers des barricades : « Ici c'est la frontière du peuple. Les assassins ne passent pas[24] ». Au-delà de l'expression elle-même, les émeutes du début des années 1930 impliquent souvent des sociétés locales qui vont au-delà du prolétariat d'industrie proprement dit. Les villes ouvrières sont unies face à la répression étatique. C'est notamment le cas lors des deux plus importantes grèves de la métallurgie du début des années 1930 : celles de Belfort et du Boucau-Tarnos. Au Boucau-Tarnos, des commerçants de la localité affirment la justesse des revendications grévistes tout en dénonçant par pétition « l'état de siège[25] » imposé aux habitants et travailleurs. Dans le discours communiste, cet appui est alors particulièrement mis en valeur comme tactique palliant l'isolement des grévistes. Narquois, le socialiste et dirigeant régional de la CGT, Joseph Désarménien, moque des ouvriers révolutionnaires en grève acceptant le soutien de familles catholiques des marges d'un Pays basque clérical[26]. À Belfort, dès la deuxième nuit du conflit, le « comité de lutte des ouvriers de l'usine Alsthom », largement animé par les militants de la CGTU, s'adresse « à tous les honnêtes gens » pour dénoncer « l'invasion de notre ville par une horde de gardes mobiles[27] ». Cette recherche d'unité populaire, à l'échelle des localités et par en bas, est un discours de grève largement porté.

Peuple, république et nation

L'expression « peuple de France » – courante à la SFIO, qui dispute son usage au parti radical – disparaît de *L'Humanité* à la fin des années 1920 avant de réapparaître mi-décembre 1933 sous la plume de Marcel Cachin : « Puisque l'Allemagne prolétarienne est bâillonnée et garrottée, la tâche du peuple de France est, dans cette conjoncture redoutable d'une capitale importance[28] ». Réutilisée par Maurice Thorez lors de la conférence nationale du PCF de juin 1934, cette expression « peuple de France » se généralise après les élections cantonales d'octobre 1934 où – dans la retranscription du discours fondateur du « Front populaire de la liberté, du travail et de la paix » tenu par Maurice Thorez à Nantes – « le

24. *Les Barricades de Roubaix* (préface de Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste français), Paris, Bureau d'édition, 1931. La formule est mise en avant par *L'Humanité*, de multiples journaux d'usines, etc.
25. *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 27 juin 1930.
26. Joseph Désarménien, *Le Peuple*, 25 juin 1930.
27. Copie d'affiche apposée sur les murs de la localité dans la nuit du 23 au 24 janvier 1930, Archives nationales (AN), F7/13901.
28. *L'Humanité*, 14 décembre 1933.

peuple de France » est appelé à s'unir contre « les ennemis du peuple[29] ». Dès le 13 février 1934, *L'Humanité* vante « le triomphe de l'unité d'action du prolétariat de Paris [...] pour préparer le renversement de la démocratie pourrie par la vraie République du peuple, ouvriers et paysans, par la République des Soviets de France ». Comme durant les décennies précédentes, ce peuple est l'addition des ouvriers et des paysans avant de devenir la justification politique d'alliances à gauche. Denis Peschanski identifie la prédominance du mot-clé *peuple* dans les éditoriaux de *L'Humanité* à partir de juin 1935[30] : précisément le moment où l'alliance du PCF et de la SFIO avec les radicaux devient tangible. Sa thèse de lexicométrie précise les contours de ces usages : « On évoque successivement la volonté, l'intérêt, l'union [...] du peuple de France, et, de même, la volonté, la participation, le malheur, le sang, la multitude, le gouvernement, la collaboration, le grand élan, le pouvoir, la tâche [...] du peuple[31] ». Solennelle, l'expression ne s'inscrit pas dans le registre des luttes, combats ou mobilisations[32].

Cependant, dans les conflits de classes, les discours des organisations du monde communiste s'adaptent. Lors des grèves d'Héricourt et de Bethoncourt de l'été 1935, le syndicat unitaire du textile fait imprimer une affiche :

> En 1789, nos ancêtres auraient envoyé Schwob [le dirigeant de l'entreprise] à la guillotine comme affameur du Peuple. [...] Nous en appelons au gouvernement de la République, qui au nom des principes de la Révolution française doit agir contre Schwob, affameur du Peuple[33].

Revendiquant la suppression des amendes qui amputent les rémunérations ouvrières, les grévistes précisent : « Il est contraire aux principes de la République que le droit pénal soit accordé aux patrons. Nul n'a le droit de faire la justice lui-même[34] ». Comme

---

29. Résumé du discours de Maurice Thorez à Nantes le 24 octobre 1934, *L'Humanité*, 25 octobre 1934. Voir aussi *L'Humanité*, 26 et 29 juin 1934.
30. Denis Peschanski, *Et pourtant ils tournent...*, *op. cit.*, p. 134-135.
31. *Ibid.*, p. 75.
32. Denis Peschanski identifie un « vocabulaire-classe et de combat » de 1934, qui « s'oppose au vocabulaire-peuple » de 1936... souvent associé à des discussions relatives aux « Chambres et relations diplomatiques » qui occupent en première page de *L'Humanité* « une place que les seules circonstances n'expliquent pas ». L'auteur évoque même un « nouvel humanisme » associé à l'usage des mots « homme » et « liberté » durant cette période. *Ibid.*, p. 91 et 169.
33. Retranscrit comme « Si Schwob avait existé en 1789, nos pères l'auraient envoyé à l'échafaud pour ses crimes contre l'humanité » dans le brouillon manuscrit du sous-préfet de Montbéliard, 30 août 1936, archives départementales du Doubs (ADD), M2502.
34. Revendications des ouvriers de la Lizaine, jointe au rapport du préfet du Doubs, 25 septembre 1935, ADD, M2502.

citoyens, les ouvriers ont des droits. La référence à la loi et à la décapitation républicaine s'accompagne d'une pétition de paysans et commerçants lancée pour soutenir les grévistes. À la fin août, sur les 3 500 francs collectés en soutien aux grévistes, 1 000 francs viennent de la fédération unitaire du textile, mais 500 francs viennent également de la fédération radicale-socialiste du pays de Montbéliard[35]. La dénonciation de l'affameur du peuple est discursive, mais également associée à un moment de remise en cause des choix patronaux qui vont au-delà du monde ouvrier proprement dit.

Durant la période du Front populaire, cette double acception du *peuple* se maintient. Elle désigne à la fois l'acteur des révolutions républicaines et l'alliance du prolétariat à d'autres couches sociales. Face au fascisme, Pierre Cot revendique à l'automne 1934 un parti radical fidèle « à ses origines populaires et jacobines », tandis qu'un an plus tard Édouard Daladier, largement applaudi au congrès de Wagram, caractérise le Rassemblement populaire comme « l'alliance du Tiers État et des prolétaires[36] ». La formule est directement reprise par *Les Cahiers du Bolchevisme*. L'expression « travailleurs radicaux », inventée quasiment *ex nihilo* par *L'Humanité* en 1934-1935 pour justifier d'une convergence politique avec les valoisiens sur la base d'une proximité de classe, disparaît en 1936-1937. À la mi-juin 1936, dans le célèbre discours de Maurice Thorez accompagnant de nombreuses reprises du travail souvent résumé au « savoir terminer une grève », l'invocation des ennemis du peuple est juxtaposée à l'appel à l'union avec les paysans[37]. Devenu un mot courant du lexique communiste, *peuple* est alors emblème de paix sociale. Ce *populaire* devient moins synonyme de révolution que des bals, des « sourires de Paris » et de la « joie populaire[38] ». « En URSS, il n'y a pas plus de grève que de chômage », écrit André Ribard dans *Le Peuple au pouvoir*[39]. Dans *Fils du Peuple*, publié en 1937, les « souvenirs » de grèves sont associés à la misère[40].

Saturant le vocabulaire communiste, *peuple* ne constitue cependant quasiment jamais la

35. Brouillon manuscrit du sous-préfet de Montbéliard, 30 août 1936, ADD, M2502.
36. Pierre Cot, *Le Démocrate savoyard*, 3 novembre 1934 ; Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical…*, *op. cit.*, p. 341 et 378-380.
37. « Maurice Thorez a réfuté une fois de plus les bobards et les calomnies intéressées des ennemis du peuple. […] Maurice Thorez rappelle qu'il faut savoir terminer une grève, dès l'instant où les revendications essentielles ont été obtenues. […] La classe ouvrière, ayant imposé les augmentations de salaires et l'exercice du droit syndical, doit veiller à son union avec les travailleurs des classes moyennes, avec la paysannerie tout particulièrement. » (*L'Humanité*, 12 juin 1936).
38. Voir, par exemple, *L'Humanité*, 27 avril et 25 mai 1936.
39. André Ribard, *Le Peuple au pouvoir*, Paris, ESI, 1936, p. 230.
40. Maurice Thorez, *Fils du Peuple*, Paris, ESI, 1937, p. 12, 18-19 et 46-48. L'expression « fils du peuple » elle-même est une ancienne expression du mouvement ouvrier, notamment dans le Nord.

désignation qu'emploient des ouvriers pour se qualifier ou se décrire par eux-mêmes, tout en étant repris à l'extrême droite qui use largement des mots *peuple* et *populaire* ou encore « ennemi du peuple » dans les années 1930 : Front populaire de Rex de Léon Degrelle, Parti populaire français de Jacques Doriot. À Morlaix, la droite catholique décrit le communisme comme « ennemi de dieu et du peuple[41] ». Face à la droite, *populaire* reste, à gauche, synonyme de dénuement. Clôturant en décembre 1936 le Congrès de fondation d'une organisation récemment renommée Union des jeunes filles de France, le rapport de Jeanne Vermesch pointe particulièrement la pauvreté des « jeunes filles du peuple[42] ». Le nationalisme, la xénophobie et le racisme en pleine explosion constituent toutefois une relative nouveauté. Ce peuple de France devient français. *Travailleurs* commute avec *peuple*, et *peuple* commute avec *nation*.

Considéré comme fête du Travail par Léon Jouhaux dirigeant de la CGT[43], le Premier Mai prend après 1936 une dimension patriote. En 1937, Alexandre Bracke évoque dans *Le Populaire* un « nouveau Premier mai » devenu « fête nationale[44] ». Comme en écho aux mutations survenues depuis 1934, les cortèges parisiens de cette fête du Travail conduisent « de la République… à la Nation[45] ». À Belfort, la préfecture ne relève « aucune bannière subversive » ni « aucune pancarte à caractère agressif », elle relève une inscription : « vive la France populaire ![46] ». Isolés, 50 travailleurs du bâtiment défilent en queue de cortège au sein d'une délégation ouvrière italienne. À Delle, ville située à 15 kilomètres, ouvriers italiens et suisses sont majoritaires. Le cortège se sépare : un groupe traverse les rues en chantant *L'Internationale* tandis que d'autres se rendent au monument aux morts de la Première Guerre mondiale où une palme est déposée[47]. Les discours du peuple et de

41. *La Résistance Croix de Morlaix*, 5 septembre 1936, cité par Jean-Paul Sénéchal, *Finistère du Front populaire, lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, thèse de doctorat sous la direction de Christian Bougeard, université de Bretagne-Occidentale, 2015, p. 639. Sur la période précédente, voir aussi la vision du peuple comme acteur de régénération par Pierre Dominique représentant à la fin des années 1920 « un courant activiste d'inspiration fasciste » dans la mouvance radicale. Voir Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical…*, *op. cit.*, p. 119-121.
42. *L'Humanité*, 28 décembre 1936, orthographe du nom propre similaire à l'original.
43. Allocution de Léon Jouhaux pour le Premier Mai 1936, Archives de la CGT, 97/CFD/22/1.
44. Alexandre Bracke, *Le Populaire*, 2 mai 1937. L'expression « fête du Travail » reste cependant très fréquente dans la presse prolétarienne, les intitulés de bals syndicaux ou même les consignes ministérielles et archives de préfecture. Parfois se relève également la variante « fête des travailleurs ».
45. *L'Humanité*, 30 avril 1937.
46. Télégramme du préfet, 1er mai 1937, archives départementales du territoire de Belfort (ADTB), 1M196.
47. Rapport de l'inspecteur de police spéciale, 2 mai 1937, ADTB, 1M196.

la nation mutent. Le 19 juillet 1936, Paul Vaillant-Couturier écrit en première page de *L'Humanité* : « la grande vertu de cette réconciliation française [du Front populaire] contre les 200 familles, [...] c'est justement qu'elle est en train de rendre *La France aux Français*[48] ». Après la fusillade de Clichy de mars 1937, le même auteur vante « la France aux Français qui travaillent et qui veulent s'aimer[49] ». Fin septembre 1937, le PCF organise au Vél' d'Hiv' un meeting « pour la France aux Français[50] ». L'apologie de la nation mène à reprendre le slogan de *La Libre parole* d'Édouard Drumont, tandis que l'antisémitisme explose en 1938.

Le peuple est bon : révolté en 1925, il est révolutionnaire en 1931, puis pacifique et français en 1936, pour les dirigeants communistes ou socialistes, mais aussi pour les agents des préfectures, voire pour les démocrates-chrétiens et l'extrême droite. Au-delà de la subjectivation d'un prolétariat insurgé au début des années 1930, le peuple est, dans les discours communistes, d'abord l'incarnation des tentatives d'alliance avec une paysannerie décrite comme conservatrice. Équivoque jusqu'au milieu des années 1930, le sens de l'invocation du *peuple* se fixe en 1936. Plus que la revendication d'une identité populaire par la population elle-même, l'invocation du *peuple* du Front populaire – parfois toujours désigné comme « peuple révolutionnaire » – est d'abord une défense de l'alliance politique de la SFIO et du PCF avec le parti radical dans le cadre d'une apologie de la nation républicaine devenant, comme à Belfort, « la France populaire ». Polysémique, le *peuple* est – dans les sources – un programme plus qu'une désignation. Mélioratif dans un discours républicain, le *peuple* désigne aussi à gauche une pauvreté rarement revendiquée en tant telle par les plus démunis.

1936 dans le Haut-Doubs et les Landes : un Front populaire sans peuple ?

Dans sa synthèse consacrée aux ouvriers, Gérard Noiriel désigne 1936 comme une « extraordinaire mobilisation populaire[51] ». Dans une récente somme sur les Fronts

48. Paul Vaillant-Couturier, « La France aux Français », *L'Humanité*, 19 juillet 1936. Italique présent dans l'original. L'expression « La France n'est pas aux Français » était déjà présente dans *La Vie est à nous*, film réalisé collectivement par une équipe de techniciens, d'artistes et d'ouvriers, « Ciné Liberté », pour le Parti communiste français, 1936, 62 min.
49. Paul Vaillant-Couturier, *L'Humanité*, 23 mars 1937.
50. Pour la réappropriation de l'expression en première page de *L'Humanité* ou des articles théoriques par Maurice Thorez, Paul Vaillant-Couturier, Georges Cogniot ou encore Jean Bruhat, voir *L'Humanité* des 24, 26, 27, 28, 29 septembre, 4 et 26 octobre, 25 novembre et 18 décembre 1937.
51. Gérard Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française, XIX^e^-XX^e^ siècles*, Paris, Seuil, [1986] 2002, p. 185.

populaires, Jean Vigreux – spécialiste des mondes paysans – inscrit 1936 « dans la lignée des grands moments de mobilisation populaire qui ont changé la vie[52] ». L'affirmation semble aller de soi. Après les élections législatives, commerçants en difficulté ou chômeurs participent aux côtés d'ouvriers à des manifestations populaires, comme l'occupation du conseil municipal de Tarbes[53]. Dans des espaces ruraux comme l'Aisne, grèves ouvrières et protestations agricoles sont simultanées. Mais, au-delà de la rhétorique du *peuple*, l'idée de mobilisation sociale dépassant les frontières des mondes ouvriers fit-elle réellement sens en 1936 ? Ou pour le voir autrement, est-il pertinent de caractériser les combats ouvriers des années 1930 comme des mouvements populaires, voire juin 1936 comme un soulèvement du peuple ?

Les années 1930 – et plus spécifiquement le moment 1936-1937 –, marquées par des luttes sociales dans les mondes ruraux, constituent un moment d'intégration de la paysannerie dans le peuple du Front populaire. Sur le plan électoral, dix-huit mois après la victoire de la gauche aux élections législatives, les cantonales d'octobre 1937 représentent significativement un moment de conquête d'un vote rural et paysan par le PCF[54]. Ouvrier et paysan convergent pour former un *peuple*. Cela étant, sans analyser les combats de la paysannerie qui ne constituent pas l'objet de cet article, que faire du peuple pour étudier les mondes ouvriers ? La notion de *peuple* interroge ce qui se joue aux marges des mondes ouvriers lorsque la désignation populaire peut l'emporter sur des identités ouvrières souvent affirmées par l'adhésion syndicale. Parfois d'un coefficient plus important que la marée des grèves, la syndicalisation en masse – la CGT qui comptait un million d'adhérents au printemps 1936 en compte quatre millions en 1937, la CFTC dépasse alors les 400 000 adhérents en 1937 – implante les organisations dans des espaces que les militants ouvriers des années 1930 désignaient comme des « bleds ». Cela ne va pas sans heurts.

Nous appréhendons les combats de ces marges des mondes ouvriers dans deux territoires : le Haut-Doubs et les Landes. Situés hors des grandes villes et certainement représentatifs

52. Jean Vigreux et Serge Wolikow (dir.), *Les Fronts populaires. Une perspective mondiale*, 1934-1938, Montreuil, Libertalia, 2026, p. 7.
53. *L'Humanité*, 17 mai 1936.
54. Jean Vigreux, *La Faucille après le marteau. Le communisme aux champs dans l'entre-deux-guerres*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2012, p. 205 ; pour une synthèse sur le début de la décennie, Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire. L'échappée belle*, Tallandier, 2016, p. 11-43, et Édouard Lynch, *Moissons rouges : les socialistes français et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2002, p. 189-231.

de nombreux espaces ruraux, ces deux territoires permettent d'étudier des configurations où le printemps 1936 bouleverse l'atmosphère politique sans que les rhétoriques du *peuple* ne dominent les descriptions des sources. L'intention est de questionner la présence du *peuple* et du *populaire* sous leurs diverses désignations : caractérisation des milieux démunis, union des classes, fête postélectorale et absence de confrontation avec l'État ou encore alliance avec le parti radical.

Haut-Doubs : la situation particulière de travailleurs moitié-paysans, moitié-ouvriers

Au printemps 1936, la préparation du congrès national de la CFTC mène ses dirigeants à affirmer la nécessité de recruter et « d'avoir une influence décisive dans la défense des intérêts de la classe ouvrière[55] ». Une définition large de cette classe ouvrière incluant la plupart des salariés, notamment les employés qui constituent la majorité des effectifs des syndicats chrétiens, ne nécessite pas de mobiliser particulièrement l'idée de *peuple*. Celle-ci est-elle plus pertinente aux marges de la paysannerie ?

Tentant de dresser un bilan et des perspectives d'activité ou d'organisation des ouvriers de l'Est du pays, la direction de la confédération en Franche-Comté, représentée par Émile Courbet, métallurgiste du pays de Montbéliard « libéré » du travail et installé à Besançon, adresse alors un questionnaire à ses membres et ses groupes. Au mois de mai 1936, nombre de réponses des militants des territoires montagneux, souvent manuscrites et spontanées, marquent une forme de fatalisme face à la domination patronale et aux mentalités insuffisamment ouvrières des travailleurs de la région. Dans les comptes rendus, l'arriération des employeurs et des populations rurales pèse sur le militantisme ouvrier.

À Charquemont, bourgade frontalière de moins de 2 000 habitants située à proximité de La Chaux-de-Fonds, que les militants communistes surnomment « La Vendée du Doubs », un militant chrétien répond, par exemple, au questionnaire en décrivant son environnement social :

> Dans notre région, deux sortes d'horlogers : les remonteurs et ceux qui travaillent les assortiments. Dans les assortiments, un syndicat ne peut actuellement donner

55. « Le syndicalisme chrétien et les événements actuels », 17e Congrès de la CFTC, 31 mai et 1er juin 1936, Archives de la CFTC, CH/2/1.

> de résultats appréciables, du point de vue matériel s'entend, à cause du trop grand nombre d'ouvriers par rapport au travail à faire et aussi à cause de la situation particulière de travailleurs moitié-paysans, moitié-ouvriers, qui sont capables de travailler douze heures par jour pour 10 francs. Dans la montre, en revanche, un syndicat aurait pu tenir, sans la crise qui a chamboulé tous les tarifs en vigueur. Le syndicat actuel, fondé par un nommé David, si je me souviens bien, n'existe plus que de nom. Quant à nos idées sociales, je les crois ici assez peu développées. À part quelques petits patrons qui comprennent les choses, je ne vois guère de noms à vous indiquer. En toute franchise, je crois qu'à Charquemont il ne vous sera pas facile de mettre sur pied quelque chose de convenable. Et malheureusement, je vous le répète, vous ne pouvez guère compter sur moi, je suis chez des patrons qui mettent sur le compte des lois sociales toutes les calamités des temps présents ; il ne se passe pas une journée qu'on ne me rebatte les oreilles de réflexions stupides sur les assurances sociales, et tous les articles du *Matin* sont lus à haute voix au bureau. Vous voyez. Je le regrette infiniment et je vous renouvelle l'expression de mon dévouement[56].

La conjoncture semble plus puissante que l'état d'esprit paysan et les préjugés réactionnaires des patrons hostiles à toute mesure sociale et au syndicalisme ouvrier. Cela étant, ces constats sur les demi-ouvriers ne sont pas propres aux milieux chrétiens, des propos similaires pourraient être relevés chez des militants communistes[57]. Au-delà du mépris, ces identités ont des conséquences notables lors des conflits du travail. À Clerval, village de 1 000 habitants à une trentaine de kilomètres de Montbéliard et une quarantaine de Besançon, une grève mobilise quelques années plus tôt l'essentiel des ouvriers d'une petite fonderie. Ces derniers ne font pas de réunions et n'occupent pas l'usine : ils « s'occupent chez eux à des travaux personnels[58] ». Pris par leurs cultures, ces ouvriers trop paysans, n'auraient – dans beaucoup de discours militants – qu'une conscience politique peu développée, tandis que l'identité de classe des employeurs serait particulièrement affirmée. À L'Isle-sur-le-Doubs, le constat d'un militant chrétien de 1936 est proche de celui de Charquemont : « Le Patron actuel est terrible et renvoie les ouvriers pour un oui, pour un

56. Courrier manuscrit à la Fédération des syndicats CFTC du Doubs d'un militant de Charquemont, 18 mai 1936, ADD, 106J17.
57. Lettre d'Henri Janin, secrétaire régional, au secrétariat du Parti né à Charquemont, 13 mai 1932, Archives de la SFIC, RGASPI, 517/1/1338.
58. Rapport du capitaine commandant la section de gendarmerie de Baume-les-Dames, 14 juin 1930, ADD, 1Z263.

non. Tout le monde tremble pour sa place[59] ». À Pontarlier, les choses semblent plus simples pour les ouvriers chrétiens. 1 600 numéros du programme de la CFTC sont distribués au printemps 1936. Un militant décrit sa ville :

> Les sorties de messes le dimanche démontrent qu'il y a beaucoup d'hommes catholiques qui ne sont sûrement pas tous des patrons, des fonctionnaires ou des rentiers. Oui, il y a beaucoup d'ouvriers catholiques, mais, paraît-il, ils ont la frousse de leurs patrons qui, depuis une grève d'il y a quelques années, sont ennemis des syndicats, même chrétiens. La plupart de ces patrons, suisses protestants ou français catholiques, n'ont guère l'esprit social, certains ont tout le contraire[60].

À la différence de Charquemont, l'explication est ici plus psychologique qu'économique. C'est la « frousse » consécutive à une grève, dont on ne sait même pas de laquelle il s'agit, qui retient les ouvriers et donne une prééminence aux patrons ennemis déclarés des syndicats. Les militants chrétiens de Pontarlier n'envisagent pas l'idée de syndicat sans une acceptation préalable des patrons. Pour un responsable local, il est depuis des années « trop tôt » pour former des syndicats[61].

Sociologiques ou mentales, ces palissades s'abaissent en juin 1936. Les militants de la CFTC interviennent à leur échelle et sont très actifs dans les conflits du travail, surtout dans les négociations qui leurs sont liées. Entre avril et fin août 1936, les effectifs de la CFTC régionale quadruplent et 300 réunions sont organisées[62]. Le nombre de syndicats passe de 40 à 92. À Morteau, à la mi-juin 1936, CGT et CFTC appellent en commun à une grève générale « de solidarité » de 29 entreprises d'horlogerie[63]. Un militant de Villers-le-Lac, ville limitrophe située à la frontière suisse, indique à son responsable syndical sa mobilisation continue dans le cadre d'une effervescence ouvrière et d'une résistance patronale imposant des négociations permanentes jusqu'à la mi-juillet : « Je voudrais pouvoir aller m'enterrer 8 jours dans un endroit où l'on ne soit plus obligé de discuter, ce que l'on serait bien[64] ». En compagnie de militants CGT, ces ouvriers chrétiens contribuent à étendre l'influence ouvrière en dehors des entreprises. Dans cette ville, une fête est

59. Réponse manuscrite au questionnaire préparatoire au congrès régional de la CFTC, L'Isle-sur-le-Doubs, 13 mai 1936, ADD, 106J17.
60. Réponse manuscrite au questionnaire préparatoire au congrès régional de la CFTC, Pontarlier, 17 mai 1936, ADD, 106J17.
61. Courrier d'Émile Courbet à Georges Pernot, 24 juin 1936, ADD, 106J3.
62. Discours syndical, congrès de la CFTC de Franche-Comté, fin août 1936, ADD, 106J17.
63. Rapport du commissaire spécial, 19 juin 1936, ADD, M2623.
64. Courrier à Émile Courbet d'un responsable CFTC de Villers-le-Lac, 8 juillet 1936, ADD, 106J3.

organisée par les deux syndicats au début de l'été 1936 et mobilise un orchestre de grévistes de 60 membres. La réponse est immédiate. Le père du responsable chrétien est mis à la porte de son entreprise après 32 ans d'embauche. Le débordement des ouvriers dans la cité n'est pas toléré. Durant cette phase d'engagement ouvrier, les patrons du Haut-Doubs restent extrêmement hostiles aux grèves et à tout militantisme syndical, même chrétien. Commentant une grève du tricot de Pontarlier début 1937, le préfet du Doubs affirme par exemple : « J'ai rarement rencontré un patron aussi buté et têtu ». Le patron refuse tout arbitrage et menace de fermer son usine : « maître dans son usine jusqu'à ce jour, il voulait continuer à le rester dans l'avenir[65] ».

Dans le cadre de ces conflits, l'identité ouvrière forgée par la lutte et le syndicat supplante celle de demi-paysan. Travaillant sur Lyon au 19e siècle, Yves Lequin pointait la difficulté de classer sociologiquement les paysans-ouvriers :

> une sorte de frange mouvante de la classe ouvrière, dont ils participent peu ou prou. Mais où est la limite ? Du paysan-ouvrier à l'ouvrier paysan, quand franchit-on la barre, si tant est qu'on puisse la fixer et que le mouvement soit à sens unique ? [...] La « classe ouvrière » se dérobe à un bornage trop précis en ses cercles extérieurs[66].

Dans l'apprentissage d'une identité ouvrière, il montrait le poids de la lutte collective, c'est-à-dire – au-delà de la prudence de ses désignations – des combats qui laissent des traces susceptibles d'être étudiées par les chercheurs en sciences sociales, donc principalement des grèves. Ce type de constat semble transposable aux années 1930.

Dans ce cadre, le sentiment identitaire ou les formes de conscience de classe deviennent plus puissants que les dominations patronales. La catégorie de *peuple* est délaissée. Ce sentiment identitaire n'est pas populaire : il est ouvrier et même, dans les sources, anti-paysan. Plus encore, l'exaltation générale du peuple et de son unité ne fait pas sens face à la dureté des relations entre employeurs et salariés, même retranscrite par des militants chrétiens qui promeuvent la collaboration des classes. Les non-patrons, non-rentiers et non-fonctionnaires deviennent des ouvriers.

---

65. Courrier du préfet du Doubs aux ministères de l'Intérieur, du Travail et à la Présidence du Conseil, 18 mars 1937, ADD, M2623.
66. Yves Lequin, *Les Ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*, vol. 1, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1977, p. 15.

Landes : « Messieurs nos patrons se targuent de l'appui de Monsieur Bézos et des autorités administratives »

À l'été 1936, six grèves longues sont relevées par la préfecture des Landes dans l'industrie du bois. Ces grèves, qui se déroulent entre le 8 juillet et la fin août 1936, durent en moyenne trois semaines[67]. Elles permettent d'obtenir des conventions collectives mais aucune n'est signée avant le mois d'août. Les transactions de fin de conflit passent par le relèvement des salaires « anormalement bas », évalués aux environs de 1 franc de l'heure pour les ouvrières, c'est-à-dire trois fois moins que le salaire « normal ». Seules quatre occupations de lieu de travail sont relevées en septembre-novembre 1936, et celles-ci se limitent à quelques heures[68]. Le département semble à l'écart du reste de l'Hexagone. Toutefois, dans cette région rurale, le refus patronal des acquis sociaux du printemps 1936 pèse sur les conflits, ainsi que leur prolongation et leur généralisation. Les motifs de grève identifiés par la préfecture sont fréquemment classés comme « solidarité syndicale contre renvoi[69] ».

À Mimizan, des licenciements ciblés détruisent l'organisation syndicale CGT dès l'été 1936[70]. Le patronat tente de forcer ouvrières et ouvriers à adhérer à un syndicat professionnel, et les salariés dénoncent une répression policière importante dans la ville. À Castets, à 35 kilomètres au sud, la correspondance d'ouvriers susceptibles de se mettre en grève pour soutenir ceux de Mimizan est interceptée par le porteur de dépêches du bureau des postes, qui va directement chez le patron[71]. La gendarmerie se rend à l'usine pour décourager une occupation et seuls 33 grévistes sont relevés sur une usine de 90 salariés. Le responsable CGT de l'usine décrit l'abandon des pouvoirs publics et élus :

> Par des procédés dont je ne vous rends pas compte, puisque jusqu'à l'heure vous n'avez pas daigné vous intéresser à notre sort, Messieurs Plantier ont définitivement éliminé l'élément cégétiste de leur usine. De plus, Monsieur le Préfet, je ne juge pas utile d'entrer dans les détails puisque Messieurs nos patrons se targuent de l'appui de Monsieur

67. Liste des contrats collectifs signés en 1936 dressée par le préfet des Landes, 30 janvier 1937, archives départementales des Landes (ADL), 10M67.
68. Tableau sur les conflits du travail de la préfecture des Landes de 1936 à septembre 1939, début 1940, ADL, 10M68.
69. Extrait ou copie de note de la préfecture des Landes sur les conflits de 1936 à 1940, début 1940, ADL, 10M68.
70. Note relative à un appel téléphonique de Joseph Tastet, secrétaire du syndicat de l'Industrie du bois de Mimizan, à la préfecture, 7 août 1936, ADL, 10M68.
71. Plainte du 16 juillet 1936 recueillie par la gendarmerie, et rapport de gendarmerie, 16 juillet 1936, ADL, 10M68.

> Bézos [député élu en 1936 sous étiquette radicale-socialiste et siégeant au groupe Républicain radical et radical-socialiste] et des autorités administratives landaises pour en user comme bon leur semble. Jusqu'à l'heure, les faits leur donnent raison. Il me semble pourtant qu'il ne suffit pas d'être riche et associé au mouvement Croix-de-feu pour en user suivant son bon vouloir vis-à-vis des lois. Vous avez sûrement, Monsieur le Préfet, l'impression que notre cause ne vaut pas d'être défendue[72].

L'attitude des parlementaires n'est ici pas la même que dans les grandes régions ouvrières. À Paris, des orateurs radicaux peuvent s'afficher aux côtés d'ouvriers communistes dans des réunions de base. Dans les Landes, les notables radicaux constituent le parti patronal. Le Front populaire ne change pas cette situation. Le moment électoral n'est pas celui d'une mobilisation populaire large et joyeuse. À Mimizan, dans le cas du conflit précité, les fonds de chômage sont même illégalement refusés aux ouvriers licenciés par la municipalité soutenue par la préfecture. Le maire, gendre du patron de la principale usine, affirme sans équivoque :

> Je refuse purement et simplement de dilapider et gaspiller les deniers du budget communal péniblement équilibré pour servir les intérêts, la paresse et l'inaction de ces éléments qui ne doivent à leur patron que de la reconnaissance et de la gratitude[73].

Le préfet interpellé, Roger Verlomme, est un haut fonctionnaire de gauche. Ancien de la préfecture du Nord et habitué aux conflits du travail, il est remercié pour ses bons services et quitte les Landes fin octobre 1936 pour devenir directeur du cabinet des ministres de l'Intérieur socialistes que sont Roger Salengro, puis Marx Dormoy[74]. Du côté de l'État, l'indifférence au sort des ouvriers, voire l'hostilité à leurs perspectives, ne vient pas seulement de la préfecture. Au milieu du mois d'octobre 1936, l'inspection du travail se saisit de cette affaire remontant à début juillet. En novembre, elle se contente de demander la réembauche de la femme du responsable syndical et valide le renvoi de ce dernier[75]. Ce cas n'est en rien isolé. À Luxey, trois ouvriers sont également licenciés afin d'étouffer le

72. Lettre au préfet de Joseph Tastet, secrétaire du syndicat de l'Industrie du bois de Mimizan, 29 septembre 1936, ADL, 10M68.
73. Courrier manuscrit du maire de Mimizan au secrétaire général de la préfecture, 5 août 1936, ADL, 10M68.
74. Courrier de Roger Verlomme, préfet des Landes, aux mairies du département, 24 octobre 1936, ADL, 1M127.
75. Courrier à l'inspecteur départemental du travail de la direction de l'usine Plantier, 10 novembre 1936, ADL, 10M68.

syndicat CGT, un autre gréviste est licencié pour avoir injurié et bousculé son patron[76]. Le patronat étant particulièrement structuré à l'échelle régionale, ce type de licenciement est souvent synonyme d'absence de réembauche.

Le renforcement des identités ouvrières, tout comme la détermination à s'opposer à un patronat de combat, s'opèrent dans le cadre d'une confrontation avec les hauts fonctionnaires et les représentants politiques du Rassemblement populaire. Ce type de configuration de classe mène à relativiser les projets d'unité nationale et de paix sociale. Fort présent dans les discours, le peuple se dérobe de l'analyse des conflits politiques de 1936 dans les Landes. Par-delà les frontières régionales et la construction de réseaux syndicaux dans des localités rurales, l'espace hexagonal est alors marqué par la diffraction de la conflictualité et la diffusion des formes de luttes inaugurées dans les usines, marquant une redéfinition des rapports entre populaire et ouvrier. Ouvriers sans-emploi ou sans-logis, baigneurs en vacances, usagers des gares ou encore parents d'élèves occupent alors des bâtiments ou espaces publics. Élèves et étudiants font grève. Ces mobilisations accentuent les antagonismes politiques : elles divisent le peuple.

Lorsque les grèves et occupations touchent des espaces éloignés des centres des mondes ouvriers ou que des syndicats ouvriers se développent dans des espaces ruraux, les grèves sont associées à des combats d'ensemble, souvent très durs, contre les représentants des institutions républicaines et diverses formes de domination patronale.

Dans ce cadre d'une marée de grèves et d'une construction de structures syndicales dans les entreprises, voire d'occupation en dehors des lieux du travail, ouvriers et ouvrières mettent en cause les hiérarchies qui structurent les sociétés. Leur vécu est à l'opposé des connotations dominantes du *populaire* du milieu des années 1930. Les mobilisations ouvrières n'opèrent pas de synthèse entre les différents éléments du peuple, tandis que les dominations patronales et étatiques restreignent le déploiement de réels soulèvements populaires. Dans les cas exposés, bien plus que le peuple c'est la classe ouvrière élargie à des « travailleurs moitié-paysans » qui se met en mouvement.

76. État de salaire de l'ouvrier Simon Cahuzac, 11 septembre 1936, ADL, 10M68.

Conclusion

L'ascendant des élections sur les grèves et donc d'un certain peuple sur la classe ouvrière, mais aussi de la joie et donc d'un populaire spécifique, définit pour partie les récits de 1936. Qui se souvient du chef porion de Rœulx dans le Nord pourchassé par ses anciens subordonnés lors des grèves de juin ? Ce chef détrôné doit se tapir trente-six heures dans le fond d'un puits avant d'être « délivré » par le délégué mineur du secteur[77]. Ce fait lié par l'historienne Odette Hardy-Hémery à une très forte conflictualité dans les rapports de travail n'est pas une anecdote originale issue d'un territoire excentré. Depuis Émile Basly et Émile Zola, ces mines d'Anzin figurent l'imaginaire des grèves et des mondes ouvriers. Au-delà des mines, Roger Salengro – ministre de l'Intérieur socialiste – revendique, début juillet 1936, près de 2 500 interventions policières lors des grèves du mois de juin.

Localement, la construction syndicale dans les entreprises s'opère souvent dans le cadre d'une importante confrontation avec le patronat, voire les préfectures, l'inspection du travail et les représentants politiques de la gauche, tandis que les militants se confrontent à des mentalités jugées « trop paysannes ». Dans ce cadre, la généralisation de pratiques de luttes ouvrières (grève, occupation, adhésion syndicale) participe à une redéfinition des périmètres des mondes ouvriers et populaires ou, pour le dire autrement, à de nouveaux « agir en commun » qui participent à la reformation d'une classe ouvrière dont le poids sur la société et la scène politique devient plus important. L'ampleur des réappropriations syndicales des discours du peuple et leur déclinaison dans les mondes ouvriers pourrait être questionnée plus en profondeur. Il est, cependant, évident que les rhétoriques du *peuple* ont grandement effacé la conflictualité de la période.

Au milieu des années 1930, l'inflexion lexicale du discours communiste est éminemment politique. S'il garde des connotations révolutionnaires républicaines, le *peuple* incarne la conciliation des classes. Au-delà de l'affirmation de programmes républicains renouvelés par le Front populaire, dont l'analyse est essentielle à la lecture des sources militantes des années 1930, décrire les combats ouvriers de Villers-le-Lac, du Portel ou de Mimizan comme des mobilisations populaires n'a rien d'automatique. Prise au sens le plus descriptif de dénuement, la notion de *populaire* pourrait être mobilisée pour analyser un monde du

77. Odette Hardy-Hémery, « Rationalisation technique et rationalisation du travail à la Compagnie des mines d'Anzin (1927-1938) », *Le Mouvement social*, 72, 1970, p. 3-48.

travail aux marges des mondes ouvriers. Or, les acteurs eux-mêmes ne se saisissent guère de cette désignation. Surtout, l'usage du terme *peuple* lors du Front populaire sous-entend des formes de convergences entre groupes sociaux ou organisations politiques de gauche qui ne se retrouvent ni dans Landes ni dans le Doubs.